

**M. Stevens:** Vous avez eu neuf ans pour le régler.

**M. McRae:** Je vous donne un aperçu général de la situation. Il s'agit d'une série de problèmes internationaux.

Puis il y a les problèmes nationaux qui, à mon avis, sont propres à notre pays, comme les rapports entre les provinces et le gouvernement fédéral, la capacité du gouvernement fédéral de décentraliser ses opérations sans perdre le contrôle de l'économie, et les problèmes de disparités régionales.

Puis il y a un autre problème de taille qui me préoccupe beaucoup, et c'est la pénurie d'énergie qui s'en vient. Je pense que nous n'avons pas vraiment appris que l'énergie n'est plus un produit bon marché et qu'il y aura de grandes pénuries qui nous causeront un certain nombre de difficultés. L'une d'elles est à la fois internationale et nationale, et je veux parler de la pénurie de capitaux disponibles qui viendra. On nous dit que si nous faisons toutes ces choses essentielles et que nous maintenons un taux de croissance de 3.5 p. 100 à 4 p. 100 dans la consommation de l'énergie, nous devons dépenser 181 milliards de dollars ces 15 prochaines années. Cela représente environ \$30,000 par famille en dollars d'aujourd'hui, presque le prix qu'une famille s'attendrait à payer pour une maison.

Ce sont le genre de difficultés auxquelles nous pouvons nous attendre, et nous pouvons d'ailleurs déjà les voir dans notre économie. Nous le voyons au Québec, par exemple: le projet de la Baie James absorbe une très forte proportion des capitaux disponibles, qui ne peuvent donc être investis dans certains domaines qui ont besoin de capitaux frais. Je crois que l'industrie des pâtes et papiers dans cette province manque grandement de capitaux, et des sommes importantes ne sont canalisées que dans une direction. D'après les chiffres que j'ai, le projet de la Baie James absorbera probablement de 40 à 50 c. de chaque dollar dans cette province. Je vois ces problèmes s'en venir.

Le député de York-Simcoe (M. Stevens) a mentionné la croissance des dépenses publiques. Il est certain que les dépenses publiques représentent un grand problème à l'heure actuelle, mais il est facile de réclamer des compressions. Si l'on considère que 30 p. 100 sont les dépenses de l'administration fédérale, du ministère des Postes, des établissements de la Défense et de tous les autres ministères, et que les 70 p. 100 qui restent sont des paiements de transfert de divers types, il est évident que ce n'est pas facile comme le suggère le député, de réduire les dépenses. Je pense qu'une bonne partie de ces paiements de transfert ne constituent pas des pertes comme l'a soutenu le député, mais qu'ils pourraient bien faciliter la demande en ce sens que l'argent perçu est versé ailleurs où il pourrait bien produire une demande plus forte. Je ne considère donc pas que ce soit une perte nette. J'admets que tous les secteurs de notre économie bénéficient de subventions importantes et que celles-ci constituent une sorte de paiements de transfert.

Il y a aussi toute la question de l'inflation. Je crois que nous l'abordons d'une façon simpliste. L'inflation qui prévaut ici depuis les années 70 est d'un type assez unique. D'abord, elle est universelle. Elle a été générale en ce sens qu'elle affecte presque tous les pays et qu'elle s'éternise. Elle est loin d'avoir été de 1 ou de 2 p. 100 sur une période de 100 ans comme nous pouvions l'espérer. Elle a été beaucoup plus intense. Elle nous suscite beaucoup de difficultés parce que nous dépendons beaucoup du commerce extérieur, des prix étrangers et d'au-

tres facteurs. C'est un problème très difficile. J'admets que l'inflation a évolué avec les années, mais les sources du problème sont multiples.

**M. Stevens:** C'est un problème pour votre gouvernement.

**M. McRae:** Le taux d'inflation au Canada . . .

**Une voix:** Assez de boniments.

**M. Stevens:** L'inflation, c'est le gouvernement Trudeau qui l'a provoquée.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre. Le secrétaire parlementaire (M. McRae) a la parole. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) a eu le temps de parler.

**M. McRae:** Si le député a raison, si le gouvernement est responsable de l'inflation, pourquoi sommes-nous en quatrième position parmi tous les autres pays de l'OCDE à cet égard? Il y a 12 ou 15 autres pays qui réussissent moins bien que nous à combattre l'inflation. Dire que l'inflation vient de nous est un peu bête.

Dans les quelques minutes qui me restent, j'aimerais traiter beaucoup plus en détail du problème du chômage. Car il faut le regarder de plus près et d'une façon organisée, examiner la question du chômage structurel pour voir à quel niveau se situent les vrais problèmes. Il est certain que la situation est sérieuse. Prétendre le contraire serait faire fi de l'opinion des Canadiens à cet égard. Le taux de chômage non corrigé des variations saisonnières est actuellement de 9.1 p. 100, et cela tient compte de l'argument qu'on se renvoie de part et d'autre . . .

**M. Stevens:** Il s'agit probablement encore une fois d'un problème international.

**M. McRae:** J'ai parlé du problème international, et maintenant je traite du problème national. Le taux est de 9.1 p. 100, ce qui veut dire qu'avec le chiffre brut de 932,000 sans travail qui a été donné, il y a près de 10 p. 100 de la population en chômage actuellement, ce chiffre pouvant varier selon la façon de considérer les choses. Il n'en reste pas moins que c'est un problème extrêmement sérieux. Mais ce problème a des racines et il est nécessaire d'en examiner quelques-unes.

Depuis les années 60 au moins, il s'est créé plus d'emplois au Canada, dans le secteur privé et dans le secteur public, que dans tout autre pays de l'OCDE. De 1972 à 1975, l'augmentation a été de 20 p. 100, ce qui veut dire que pour quatre emplois en 1972, il y en avait cinq en 1975. Le seul autre pays de l'OCDE qui approche de cette performance est les États-Unis, avec 8.5 p. 100. Nous avons donc fait du beau travail sur ce plan, et il faut dire que cela est l'œuvre commune du gouvernement et du secteur privé.

D'où vient le chômage? Au milieu des années 50, 60,000 jeunes gens environ sortaient chaque année des écoles pour arriver sur le marché du travail. Depuis quelques années, ce chiffre est passé à 200,000 environ, c'est-à-dire qu'il a un peu plus que triplé, alors que l'ensemble de la population n'augmentait que de 35 p. 100 environ. Il y a donc eu un afflux massif de jeunes qui ont fini par aboutir sur le marché du travail. Voilà le premier facteur. Cet afflux a coûté très cher car il a imposé la construction d'un grand nombre d'écoles qui ont été vite remplies, mais dont certaines ne se trouvent plus remplies à présent. Il a fallu construire un grand nombre de maisons qui finiront par ne plus être nécessaires.